

L'économie doit être pensée pour permettre (et accélérer) la transition

Sophie Michaud Gigon

L'économie actuelle est aveugle de la réalité physique du monde. Pour le moment, le monde financier ne tient pas compte de la situation réelle des ressources et de leur dégradation. Certain-e-s théoricien-ne-s économiques hétérodoxes tentent de rectifier le tir en intégrant les limites planétaires et les stocks de ressources, renouvelables ou non, dans leur modèle de système économique. Pour préserver un futur viable pour le plus grand nombre, l'État a un rôle clé à jouer afin d'orienter l'économie et accélérer la transition.

Faut-il encore rappeler pourquoi il est nécessaire d'agir? Selon une étude du groupement d'expert-e-s Earth Commission, les conditions d'habitabilité de la Terre se péjorent très rapidement¹. Or, la doxa économique n'intègre pas la réalité, elle cherche l'équilibre théorique via le marché, mais comme la biodiversité ou le CO₂ n'appartiennent à personne, l'économie telle qu'elle fonctionne actuellement ne pourra résoudre le défi des limites planétaires avant que des dégâts irréversibles ne soient provoqués. Je constate un autre écueil dans mon activité: les théories économiques encore prédominantes fournissent des arguments à l'immobilisme politique. Pour qu'un changement de fond s'opère, il est nécessaire de repenser nos certitudes en matière de modèle économique.

Adapter la théorie économique à la réalité

L'économie est une science humaine qui n'est soumise à aucune loi naturelle, même si elle tend à le faire croire avec son modèle d'*Homo œconomicus*. Selon cette conception, les individus seraient maximisateurs, rationnels, détenteurs d'une information parfaite. Cette vision est erronée. D'une part, ce n'est pas comme cela que les individus agissent réellement. De nombreux biais cognitifs attestent de la rationalité limitée des individus. D'autre part, ce modèle ignore le coût des externalités négatives dans son estimation des intérêts des individus: la destruction de la biodiversité, les différentes pollutions de bien commun comme l'eau ou l'air, démontrent cela. De nombreux comportements délétères se poursuivent, encouragés par le marché globalisé actuel. Or, ce que les scientifiques ont démontré depuis longtemps, c'est que le prix à payer de l'utilisation

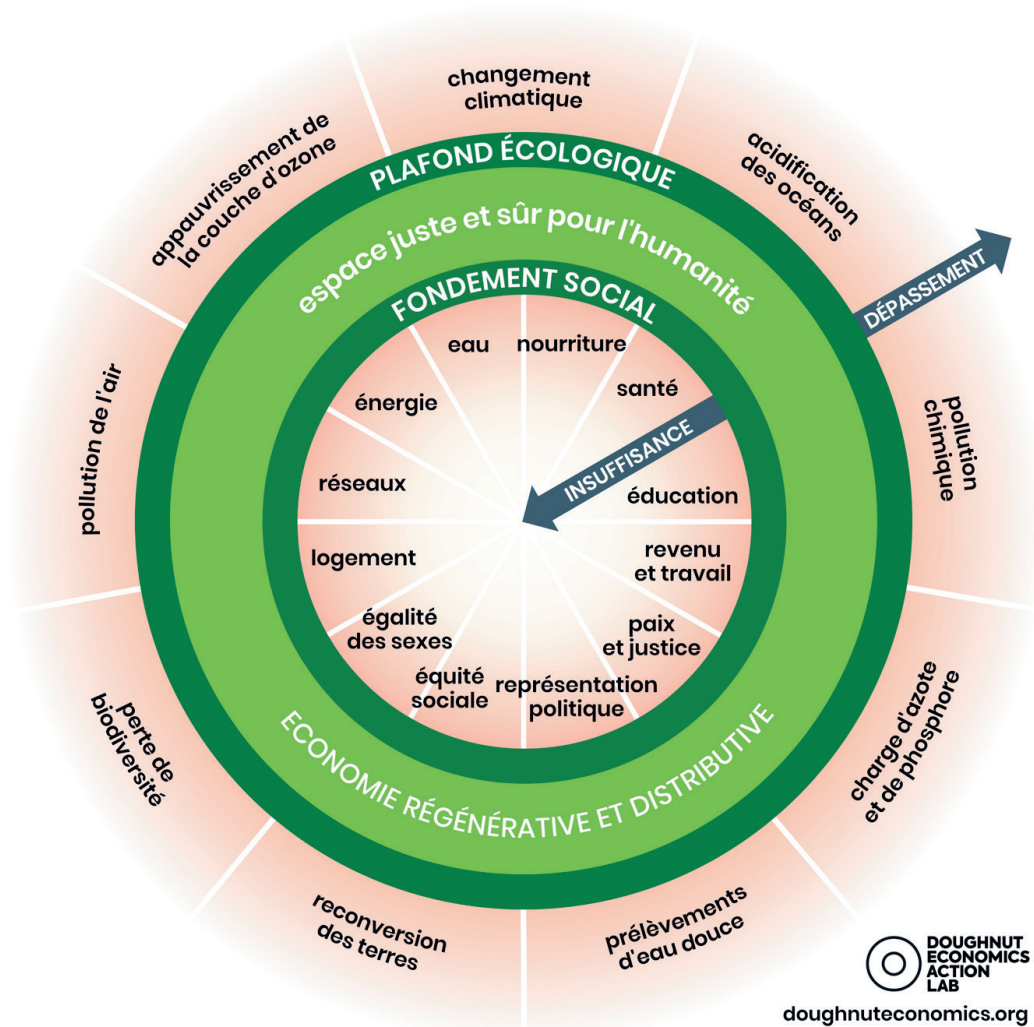
¹ AP/sjaq (2023).

d'énergies carbonées abondantes, c'est la destruction de notre habitat à l'horizon d'un siècle.

L'histoire de l'économie est jalonnée de réticences à faire évoluer la théorie pour correspondre à la réalité. Savoir que des cursus d'économie dispensés dans des écoles américaines sont financés par le lobby du pétrole illustre l'importance stratégique de la théorie pour façonner la vision du monde et peser sur les projets de société et les lois.

Bien qu'il n'y ait pas de confirmation de la viabilité de ces théories (le raisonnement est abstrait et déductif), la faiblesse empirique ne les affaiblit pas pour autant. Elles déconnectent trop souvent les États et les faitières économiques nationales des défis à relever.

Les mouvements économiques hétérodoxes émergents cherchent ainsi à intégrer dans le fonctionnement de l'économie la notion de biosphère avec des mesures de comptabilité énergétique, de flux de matières, d'empreinte écologique, etc. Certaines entreprises dites de mission ou d'impact ont franchi le pas. Elles s'engagent dans une démarche de durabilité, ce qui inclut une réforme de leur modèle d'affaires et de leur gouvernance.



Le modèle économique du donut conceptualisé par l'économiste Kate Raworth, représentant les besoins de base pour l'humanité et les neuf limites planétaires. Six d'entre elles sont pour le moment en situation de dépassement et donc d'épuisement. (Source: Kate Raworth et Christian Guthier. CC-BY-SA 4.0. <https://www.doughnuteconomics.org>, consulté le 10.08.2023)

Quelle prospérité ?

Dans les pays occidentaux, la consommation de masse est apparue durant les Trente Glorieuses. Au demi-siècle de guerres mondiales a succédé une société de surproduction et de surconsommation. L'extraction totale de matériaux a triplé depuis les années 1970, doublé depuis 2000 pour atteindre 100 milliards de tonnes – une croissance qui s'explique majoritairement parce que la

consommation par tête a beaucoup augmenté². En 1958, aux États-Unis, plus de gens meurent déjà de trop manger que le contraire. Une répartition plus équitable des revenus ainsi que des progrès technologiques et industriels ont donné accès à des produits manufacturés à une majorité de la population. Déjà en 1972, le rapport du Club de Rome identifiait les risques de l'événement consumériste³. Depuis, la répartition des revenus est redevenue moins équitable, mais le niveau de vie est maintenu avec des importations en denrées alimentaires ou en produits manufacturés de pays où la main d'œuvre est moins chère. L'économie mondialisée pousse la logique du *low cost* à son extrême.

À ce titre, le PIB joue un rôle particulier. L'emploi de cet indicateur de croissance, conçu dans un contexte de pauvreté des populations, au milieu du XX^e siècle, s'est généralisé progressivement pour mesurer le développement économique. Or, il ne répond plus aux problématiques actuelles prioritaires. Il reflète seulement la valeur monétaire de la production de biens et services d'un pays. Il ne dit rien sur la répartition des revenus entre les individus d'un pays. Il ne fait pas non plus la distinction entre ce qui arrive de positif et de négatif dans le monde : plus il y a d'accidents, donc de lits dans un hôpital, plus le PIB augmente. Et il augmente aussi si je bois de l'eau en bouteille, mais pas si je bois celle du robinet.

Non seulement le PIB n'intègre pas dans l'équation l'élément capital de la destruction des ressources naturelles, mais il passe aussi à côté de toutes les activités non rémunérées qui contribuent au bonheur. Un poker entre amis, des repas partagés, des plongeurs dans le lac, des balades en forêt, des massages à ses enfants : rien qui n'augmente le PIB, mais notre bien-être, si.

Comment se mettre d'accord sur un nouvel indicateur de l'état de nos sociétés qui soit aussi une boussole du bien-être global et pas uniquement de la performance économique brute ? Comment passer de la mesure de la croissance à une vision de la société qui intègre la prospérité et le bien-être comme but ? Kate Raworth, figure de proue des économistes dits hétérodoxes, l'énonce : « Il est temps de s'attaquer à la question existentielle de savoir comment créer des économies qui cherchent à prospérer au lieu de croître indéfiniment. »⁴

Cette notion de prospérité devrait constituer la clé de voûte de la direction à prendre pour toute activité économique qui vise à respecter les limites planétaires, le bien-être social et la rentabilité sur le long terme. La climatologue

2 Circle Economy (2023).

3 Meadows et al. (1972).

4 Raworth (2018).

Julia Steinberger, de l'Université de Lausanne, co-dirigera ces prochaines années le projet européen « Post-Growth Deal » (REAL). Ce vaste projet de recherche-action vise à développer une feuille de route pour une société post-croissance⁵.



Cibles

Pour chaque ODD, qui décrit un vaste champ d'action, l'Agenda 2030 a défini des cibles concrètes. Elles se concentrent sur des thèmes spécifiques de l'ODD et les rendent plus aisément mesurables. Les cibles suivantes dépendent de l'ODD 12:

<p>Cible 12.1 Mettre en œuvre le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables</p>	<p>Cible 12.2 Parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles</p>	<p>Cible 12.3 Réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant</p>	<p>Cible 12.4 Instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets</p>	<p>Cible 12.5 Réduire considérablement la production de déchets</p>
<p>Cible 12.6 Encourager les entreprises à adopter des pratiques durables et à faire rapport sur la durabilité</p>	<p>Cible 12.7 Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics</p>	<p>Cible 12.8 Faire en sorte que toutes les personnes aient les informations et connaissances nécessaires à un style de vie durable</p>	<p>Cible 12.a Aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques qui leur permettent de s'orienter vers des modes de consommation et de production durables</p>	<p>Cible 12.b Mettre au point et utiliser des outils de suivi pour un tourisme durable</p>
<p>Cible 12.c Éliminer les distorsions du marché qui favorisent le gaspillage</p>				

Liste des sous-objectifs de l'objectif de développement durable (ODD) 12 de l'Agenda 2030 de la consommation et production durable. (Source: Site de la Confédération: www.sdgital2030.ch, consulté le 10.08.2023)

5 Freymond (2022).

Le pouvoir (relatif) des consommatrices et consommateurs

Aujourd'hui, le pouvoir de la consommatrice ou du consommateur se mêle avec celui de citoyenne ou citoyen : s'informer, choisir, voter, élire, se défendre, se rassembler, exiger de la transparence et de la qualité. À côté de la disponibilité de l'offre durable et de son prix, un paradigme essentiel est l'information pour orienter ses achats. Ce n'est pas étonnant au vu de la croissance de la demande en produits verts, car ceux-ci fleurissent, qu'ils soient réellement durables ou non. La Fédération romande des consommateurs (FRC) documente ce phénomène et fait des propositions au Parlement, tout en informant les consommatrices et consommateurs afin qu'ils ne soient pas dupes. Le *greenwashing* représente un frein à la transition.

Ce phénomène a forcément pris de l'ampleur et l'Union européenne a commencé à encadrer les allégations environnementales. Le sujet est également débattu en Suisse, en particulier dans le domaine de la finance.

En matière de consommation, on parle souvent de responsabilités partagées entre entreprises, consommateurs et État. Certes, nous avons toutes et tous un rôle à jouer dans la transition de l'économie pour un avenir durable, mais le moment où nous pouvons agir sur cette chaîne d'éléments interdépendants varie fortement, ainsi que les moyens disponibles. Par ailleurs, au sein des consommatrices et consommateurs eux-mêmes, des disparités existent en fonction de la position sociale et du capital économique. Nous sommes donc inégaux face aux possibilités d'opérer la transition.

Autre constat : les gens très riches ont une empreinte environnementale énorme et la consommation sélective et consciente se fait sur certains produits et par une minorité de personnes. Or, quelle que soit la classe socio-économique, la sobriété est encore majoritairement vue comme un sacrifice. C'est pourquoi le sentiment de liberté est au cœur des débats.

Le rationnement étatique ou le contingentement n'est démocratiquement impossible qu'en temps de guerre ou de pénurie criante⁶. Il faudra pourtant trouver des solutions pour organiser le marché afin de garantir la stabilité économique et le contrat social. Dans un monde aux ressources renouvelables limitées, la question centrale est : quelles limites doivent être instituées pour que la jouissance de la liberté individuelle n'empiète pas sur celle d'autrui (autres individus, pays,

6 Voir par exemple le plan de route du Conseil fédéral en cas de pénurie d'énergie.

générations)? Dans quelles limites doit se situer la « bonne vie » pour qu'elle soit garantie à tout le monde?

Agir sur l'offre

Pour régler les problématiques actuelles, penser qu'il faut « laisser faire le marché » ou se ranger derrière l'excuse que « la demande crée l'offre » n'est pas une fatalité, c'est un choix. Dans la société de consommation, le marketing est très sophistiqué et cible juste (marketing d'influence, data marketing), tentant de créer de la demande pour chaque offre qui veut une part de marché. La demande est donc conditionnée par l'offre et les entreprises ont ici une grande influence et une grande responsabilité sur les comportements de consommation, ainsi que sur les standards des produits écoulés. Pour que le volume des entreprises concernées soit décisif, ici aussi l'intervention de l'État est attendue et les instruments connus : biais fiscaux (bonus-malus qui privilégient l'offre durable au détriment de l'autre) et prescriptions (interdiction de commercialisation en cas de non-respect de critères sociaux et environnementaux).

Une chose est sûre : l'évolution de la manière de consommer ne sera pas à la hauteur des enjeux, si elle ne se réduit qu'à une addition de décisions individuelles. La transformation ne viendra pas d'une prise de conscience des ménages, car la frange de personnes mobilisées est trop mince et risque de s'essouffler. Le changement sociétal doit être politique. La transformation de l'économie et des modèles d'affaires constitue le cœur du changement. Il n'y a pas d'alternative aussi efficace que le développement d'un nouveau type d'offres durables.

L'économie mondiale est actuellement seulement à 7,2 % circulaire – et cela devient pire d'année en année au fur et à mesure que l'extraction de matériaux croît. Avec une économie circulaire, nous pourrions répondre aux besoins de toutes et tous avec seulement 70 % des matériaux qui sont actuellement utilisés – dans les limites planétaires⁷. Un mode de consommation dématérialisée doit aussi prendre son envol : ne pas posséder mais payer l'usage (abonnement, souscription, prêt, troc) ; et privilégier les 5R : renoncer, réduire, réparer, réutiliser, recycler⁸. Dans ce domaine, un mouvement est en marche et le politique a une part importante à jouer pour qu'il prenne de l'ampleur et ait un impact réel :

⁷ Circle Economy (2023).

⁸ En Suisse, la logique du recyclage s'est développée dès les années 1980, mais comme notre pouvoir d'achat est élevé, le niveau de consommation également. Pour éviter cet effet, le recyclage de la matière doit venir seulement après la réparation et la réutilisation de l'objet.

imposer l'écoconception, la disponibilité de pièces détachées, élargir le droit de garantie à la réparation, intégrer un indice de réparabilité au moment de l'achat, faciliter financièrement la réparation. Ces mesures sont connues et l'État doit pouvoir les mettre en œuvre, par exemple dans le cadre de la révision en cours de la loi sur la protection de l'environnement.

Faire de l'économie suisse le moteur de la transition

Comment viser ensemble le *moins mais mieux*? La transition vers une économie durable et circulaire implique de l'investissement, de la collaboration et de la volonté de la part de toutes les actrices et tous les acteurs concernés.

En Suisse, la majorité du tissu économique est faite de PME. Ce que je vois dans mes contacts réguliers avec elles, c'est qu'avec l'avènement des « entreprises à impact positif » et un monde du travail en pleine évolution, c'est la recherche d'équilibre et la pérennité qui intéressent plutôt que la maximisation du profit. Même si elles peuvent faire face à des dilemmes ou des obstacles, que l'État peut aider à lever, les PME sont de plus en plus engagées dans une démarche de transition autour de leurs modèles d'affaires, de leurs fournisseurs, des matériaux, de leur gouvernance, ce que je propose aussi au niveau parlementaire. L'innovation est sociale autant que technologique. Dans certains secteurs, la mise en œuvre de la transition est plus facile. Les fonds cantonaux (ex. : fonds pour une économie durable dans le canton de Vaud) représentent de toute façon des coups de pouce bienvenus.



Le manque de main-d'œuvre pour effectuer la transition représente un défi important pour la Suisse.

© pexels.com/Gustavo Fring/CC by 4.0

Une autre condition – et responsabilité étatique – est la disponibilité de la main-d'œuvre pour que la transition soit mise en œuvre concrètement. Par exemple, dans le secteur énergétique, les expert·e·s estiment que 87 000 emplois à plein temps seront nécessaires en 2035 pour l'assainissement des bâtiments, le remplacement des chauffages, et le développement des énergies renouvelables principalement⁹. Dans le solaire en particulier, il faudra passer de 9 000 personnes actives actuellement au double en 2030, avec environ 1 000 emplois supplémentaires par année¹⁰. Une étude de la Haute école de sciences appliquées de Zurich (ZHAW) estime que 14 000 emplois supplémentaires seront nécessaires en l'espace de cinq ans pour couvrir tous les toits adaptés au photovoltaïque¹¹. Or, la Confédération n'a pas pris la mesure du défi en matière de formation : cela passe par des passerelles facilitées entre métiers, le développement de filières dans la formation continue et dans les apprentissages et HES. Quant au dossier de l'immigration, il est captif d'un débat partisan stérile. Il serait pourtant une partie de la solution au problème urgent de main-d'œuvre pour décarboner notre pays.

9 Hälgi/Battista/Rohrer (2021).

10 Swissolar (2023).

11 Rohrer (2020).

Cette troisième révolution industrielle, qui doit intégrer la question environnementale et le virage numérique, constitue un séisme, mais aussi une occasion. On voit fleurir des initiatives et démarches d'entreprises, d'individus, d'associations pour saisir la chance d'une économie durable et circulaire. Afin que les bonnes volontés convergent et que l'impact devienne perceptible, l'État doit non seulement accompagner cette (r)évolution mais aussi la faciliter et l'accélérer. Il représente la responsabilité du collectif. Les instruments sont connus : crédits cautionnés, investissements forts dans certains secteurs, taxes et incitations, prescriptions ou interdictions.

Nous nous trouvons à la croisée des chemins. Si nous en sommes là, c'est que certaines décisions ont été prises – et d'autres non – au cours de l'histoire. Nous pouvons en prendre de nouvelles afin que l'économie fasse partie de la solution. Son avenir, et le nôtre, est dans la transition.

Références

AP/sjaq (2023): L'espèce humaine dépasse les bornes pour son malheur et celui de la planète, article web de la RTS, 01.06.2023. <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/environnement/14066385-lespece-humaine-depasse-les-bornes-pour-son-malheur-et-celui-de-la-planete.html>, consulté le 07.06.2023.

Circle Economy (2023): The circularity gap report 2023, Amsterdam.

Freymond, Rémy (2022): Un projet transformateur en économie de post-croissance financé par un ERC Synergy en Espagne et en Suisse, in: Géoblog – Blog de l'UNIL, 25.10.22. <https://wp.unil.ch/geoblog/2022/10/un-projet-transformateur-en-economie-de-post-croissance-finance-par-un-erc-synergy-en-espagne-et-en-suisse>, consulté le 06.06.2023.

Hälg, Léonore, Giovan Battista Cavadini et Jürg Rohrer (2021): Das Wertschöpfungs- und Arbeitsplatzpotential des beschleunigten Ausbaus der erneuerbaren Energien und der Energieeffizienz in der Schweiz, Zürich. <https://doi.org/10.21256/zhaw-2410>

Meadows, Donella H. et al. (1972): The limits to growth: a report to the club of Rome, New York.

Raworth, Kate (2018): La théorie du donut: L'économie de demain en 7 principes, Paris.

Rohrer, Jürg (2020): Ausbau der Stromproduktion aus Photovoltaik in der Schweiz: Bedarf, Potential und Umsetzung, Wädenswil.
<https://doi.org/10.21256/zhaw-2654>

Swissolar (2023): Schweizer Solarbranche weiterhin mit starkem Wachstum, in: swissolar.ch, 23.06.2023. <https://www.swissolar.ch/de/news/detail/schweizer-solarbranche-weiterhin-mit-starkem-wachstum-46599>, consulté le 29.06.2023.

L'auteure



Sophie Michaud Gigon est conseillère nationale verte vaudoise, membre de la Commission de l'économie et des redevances (CER), elle est secrétaire générale de la Fédération romande des consommateurs (FRC) depuis 2017.

Dans ses activités professionnelles et politiques, elle lutte contre le gaspillage des ressources dans la production et la consommation et s'engage pour une transition de l'économie avec les entreprises en faveur de toute la société.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.8158589>

Zusammenfassung

Die Wirtschaftswissenschaft ist keine exakte Wissenschaft, die von Naturgesetzen bestimmt wird, sondern eine Sozialwissenschaft, die von Theoretiker:innen gestaltet wird. Andere Strömungen als die bisher vorherrschenden gewinnen glücklicherweise an Aufmerksamkeit. Diese versuchen, der Realität Rechnung zu tragen, indem sie die planetaren Grenzen berücksichtigen oder indem sie davon ausgehen, dass sich das Wohlbefinden nicht ausschliesslich aus dem BIP berechnen lässt. Andere Arten von Kapital sollten in ökonomische Modelle miteinbezogen werden: beispielsweise Gesundheit, Wohlbefinden oder Biodiversität. Eine Krise folgt auf die andere, sie sind zur Normalität geworden. Nicht darauf reagieren bringt keine Veränderung, und der Markt wird selber keine Lösung bieten. Der Staat muss deshalb auf mehreren Ebenen tätig werden, um die Wirtschaft zu lenken und die Nachhaltigkeitstransformation zu beschleunigen. Es gibt zahlreiche Akteure, von den Unternehmen bis zu den Konsument:innen, ebenso wie bestimmte Wirtschaftssektoren, auf die man sich konzentrieren sollte, um ein «weniger, aber besser» zu erreichen.